

RAPPORT ANNUEL 2012-2013



L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires
960, ave Carling, CEF
Immeuble 49, bureau 318
Ottawa (Ontario) K1A 0C6

T : 613-232-8008 ou 1-866-534-7593
F : 613-232-3838

www.capi-icpa.ca
info@capi-icpa.ca

David McInnes, Président et chef de la direction: mcinnesd@capi-icpa.ca
Daniel Yeon, Vice-président, opérations: yeond@capi-icpa.ca

Mission

L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA) est un forum indépendant et impartial qui œuvre pour la réussite du secteur agricole et agroalimentaire canadien. Il identifie les nouveaux enjeux, favorise le dialogue et présente des options de solutions aux enjeux de concert avec les intervenants de toute la chaîne de valeur agricole et agroalimentaire ainsi qu'avec des représentants des universités, des instituts de recherche, des gouvernements et d'autres secteurs partout au Canada. L'ICPA est un catalyseur.

L'ICPA, dont le siège social est situé à Ottawa, a été constitué en société sans but lucratif en 2004 par le gouvernement fédéral et est dirigé par un conseil d'administration, dont les membres sont issus de divers milieux, appuyé par un comité consultatif.

C'est dans une perspective à plus long terme que l'ICPA s'acquitte de ses responsabilités en fonction de ses objectifs et de sa raison d'être. La charte de l'ICPA décrit son mandat dans les termes suivants:

- Participer de façon indépendante, impartiale et crédible aux discussions et processus d'élaboration des politiques en matière d'agriculture canadienne.
- Constituer un forum sur les politiques agricoles permettant de promouvoir le dialogue par les moyens suivants :
 - a. cueillette de renseignements et diffusion des résultats;
 - b. identification, dans le secteur agricole, des enjeux nouveaux qui devraient être coordonnés et gérés sur le plan national;
 - c. lieu de rencontre de nombreux spécialistes et de nouveaux intervenants afin d'analyser les enjeux agricoles actuels et nouveaux;
 - d. examen de solutions aux enjeux avant que ces derniers ne se cristallisent;
 - e. maintien d'un juste équilibre entre les prises de position dans le secteur agricole;
 - f. prestation de conseils et présentation d'un point de vue neutre au moment de la prise de décision en matière de politiques agricoles.

Pour joindre l'ICPA

Pour toutes questions relatives au présent document ou aux projets de l'ICPA, s'adresser à :

David McInnes
 Président et chef de la direction
 Institut canadien des politiques agro-alimentaires
 960, avenue Carling, CEF
 Immeuble 49, pièce 318
 Ottawa, ON
 K1A 0C6

Téléphone: 613-232-8008
 Courriel: info@capi-icpa.ca

Rapport du Président du conseil

Comme j'en suis à ma première année au poste de Président du conseil de l'Institut canadien des politiques agro-alimentaires, je me dois de reconnaître la contribution de mon prédécesseur. Le mandat du Président fondateur, Gaëtan Lussier, a pris fin en juin 2012. Lui et ses collègues membres du premier Conseil d'administration ont mené l'Institut là où nous sommes maintenant en mesure de contribuer encore davantage à la destinée du secteur agroalimentaire canadien. Nous servons de catalyseur de changement grâce aux idées principales énoncées dans notre rapport *Destination* publié en 2011 (dont il sera question ci-après dans le présent rapport annuel).



L'an dernier, au cours du mandat de Gaëtan Lussier, l'ICPA a lancé une étude majeure sur l'industrie bovine au Canada. Notre rapport paru en septembre 2012, est devenu un document charnière grâce auquel plusieurs acteurs du secteur bovin ont adopté une nouvelle façon de voir. Il démontrait que le Canada devenait un net importateur de bœuf des USA et que les américains tiraient un énorme avantage à transformer le bétail et le bœuf canadien pour ensuite l'exporter au Canada. L'occasion ainsi ratée par le Canada était évidente et le demeure (en fait, le pays est bel et bien devenu net importateur de bœuf des USA). Le rapport *Systèmes alimentaires bovins du Canada* de l'ICPA énonçait les mesures à prendre pour différencier le secteur du bovin canadien et plusieurs acteurs profitent maintenant de cette occasion de marché. Les travaux de l'ICPA ont amené plusieurs organisations à engager le dialogue sur ce qu'il faudrait faire, et ce qui peut l'être.

Tout en poursuivant ses efforts de promotion de ce rapport, l'Institut s'intéresse maintenant à un autre enjeu de taille, celui du déficit commercial sans précédent, et allant toujours croissant, de la transformation alimentaire – déficit qui a atteint \$6,3 milliards en 2011. L'ICPA a rendu publique cette situation dans un rapport publié en novembre 2012 et a lancé un programme de recherche complet qui prendra fin au cours du prochain exercice financier. Ce secteur fait face à de nombreux défis. Je me réjouis aussi de la réussite sur le marché de certaines entreprises. Je suis sûr que nous arriverons à identifier les éléments moteurs de la réussite et établir les preuves nécessaires pour permettre à ce secteur d'aller de l'avant.

Comme les travaux de l'ICPA progressent, je tiens à remercier mes collègues du Conseil d'administration pour leurs bons conseils, et j'apprécie à ce chapitre les contributions des deux vice-présidents du Conseil, Owen McAuley et Michel Saint-Pierre. Je suis en outre reconnaissant des apports de nos divers membres et conseillers. Nos membres honoraires, nos membres votants, nos membres associés et les représentants qui siègent au Comité consultatif offrent tous à l'ICPA et à moi-même d'intéressants points de vue qui servent à orienter nos travaux.

Pour conclure, j'aimerais remercier David McInnes, Président et chef de la direction, et l'équipe de l'ICPA pour leur soutien au moment d'entamer ma première année à la présidence et pour avoir piloter deux projets majeurs, ainsi que d'autres travaux au cours de l'année. L'ICPA progresse sur plusieurs fronts qui nous permettront d'accroître son influence; c'est ainsi que nous arriverons à susciter davantage d'intérêt et d'appui pour nos travaux auprès de tous les intervenants.

Ted Bilyea

A handwritten signature in black ink that reads "M. E. Bilyea". The signature is fluid and cursive.

Président du conseil

Message du Président et chef de la direction

En 2012-2013, l'Institut des politiques agro-alimentaires a joué le rôle d'instigateur d'un dialogue national dans un secteur agroalimentaire clé. Notre rapport, *Systèmes alimentaires bovins du Canada*, a porté sur des enjeux qui n'apparaissaient pas sur l'écran radar de ce secteur. Le rapport a permis de hausser le niveau de discussion sur la nécessaire collaboration des acteurs de la chaîne d'approvisionnement pour créer des occasions. Il a permis à des champions, tels l'Alberta Livestock and Meat Agency, à activer ses travaux et lancer une série d'échanges avec des leaders du secteur bovin portant sur une stratégie, la collaboration et la compétitivité. Bien que les acteurs du secteur eux-mêmes aient encore beaucoup de pain sur la planche, le rapport sur le bœuf a attesté du rôle de l'ICPA au titre d'entité neutre capable de mener à bien des recherches approfondies sur les enjeux auxquels fait face le secteur, capable aussi de réunir des leaders et faire progresser le dialogue vers des solutions et une stratégie.



Nos travaux cherchant à identifier les défis du secteur de la transformation alimentaire tendent à suivre la même approche. Ces travaux, dont la conclusion est prévue au cours du prochain exercice financier, ont déjà démontré comment l'ICPA peut jouer un rôle concret. Il réunit à la table des acteurs, dont certains pour la première fois, afin de soutenir cet enjeu et en débattre.

Nous devons concentrer nos efforts à offrir de nouvelles informations, assorties de données et de preuves, et à réunir un forum de leaders pour analyser et faire progresser des enjeux en matière de politiques et de compétitivité.

Le Conseil d'administration de l'ICPA joue un rôle de premier plan en appuyant nos travaux et en nous aidant à affiner notre propos. Notre ancien président, Gaëtan Lussier, a laissé un héritage qui a positionné notre conseil d'administration diversifié pour l'avenir. Notre Président du conseil actuel, Ted Bilyea, a fait preuve d'un leadership exceptionnel à la barre de nos programmes. Nous dépendons aussi des précieux conseils prodigués par nos partenaires et membres auxquels je tiens à exprimer notre appréciation, au nom de l'équipe de l'ICPA.

Nos travaux ne pourraient pas progresser sans l'incroyable dévouement de Daniel Yeon, Kim Kelly et Debbie Mantha. Leurs efforts permettent réellement à l'ICPA de contribuer positivement au secteur agroalimentaire.

David McInnes

Président et chef de la direction

Faits saillants de l'année

Activités de l'exercice financier 2012-2013

Au cours de l'exercice financier 2012-2013, les travaux de l'ICPA ont surtout porté sur l'analyse de la compétitivité du secteur bovin canadien dont le rapport *Systèmes alimentaires bovins du Canada : Feuille de route pour un dialogue sur une stratégie* fut publié en septembre.

Le reste de l'exercice a été consacré aux efforts de sensibilisation à ce rapport et à la conceptualisation d'un autre enjeu d'intérêt, celui de la profitabilité et de la compétitivité du secteur canadien de la transformation alimentaire. L'ICPA a documenté la détérioration de la balance commerciale de ce secteur manufacturier, l'un des plus grands au Canada. En novembre, l'Institut a publié le rapport *La Situation du secteur canadien des aliments transformés : Balance commerciale*. Au cours du dernier trimestre de l'exercice, l'ICPA a élaboré et lancé un programme global de recherche visant à mieux connaître les causes de ce déficit croissant et à examiner les répercussions politiques et concurrentielles de cet état de chose ainsi que les impacts plus larges sur l'ensemble du secteur agroalimentaire.

L'année a aussi marquée la fin de la stratégie triennale de l'ICPA, entreprise en 2009. La stratégie reposait sur trois thèmes, soit l'alimentation et le bien-être, la durabilité environnementale et la viabilité économique du secteur agroalimentaire. Nos travaux ont progressé de façon à examiner les enjeux agroalimentaires suivant une *approche systèmes*.¹ De nombreux enjeux auxquels fait face le secteur sont très complexes et interdépendants. Certains développements peuvent affecter des chaînes d'approvisionnement entières et avoir des répercussions dans plusieurs secteurs et domaines politiques. L'ICPA a mis au point un concept voulant que toute stratégie alimentaire doive maîtriser ces interdépendances pour gérer le changement et créer des occasions. En outre, l'ICPA a fait valoir qu'une stratégie devrait être fonction d'une « destination », soit un objectif ambitieux pour mobiliser l'action et la concertation, et aussi que l'industrie doit être à l'avant seine du changement. Ces concepts demeurent toujours fort pertinents, à notre avis, et l'ICPA, sous l'égide de son Conseil d'administration, a retenu ces concepts comme toile de fond pour élaborer sa prochaine stratégie triennale établie pendant le présent exercice financier (et devant débiter en 2013-2014).

Au cours de l'exercice 2012-2013, un certain nombre d'intervenants divers ont invité l'ICPA à présenter son approche basée sur la stratégie et les systèmes dans le cadre de nombreuses conférences et devant plusieurs auditoires, attestant ainsi de l'intérêt soutenu pour ces concepts et leurs implications.

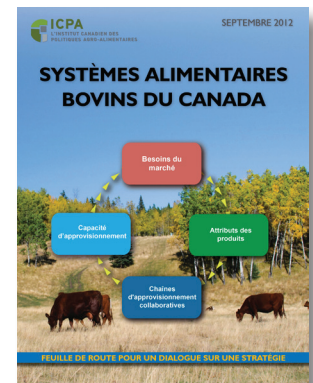
Une stratégie devrait être fonction d'une « destination » et l'industrie doit être à l'avant seine du changement.

1. Voir *La destination du secteur agroalimentaire : Une nouvelle approche stratégique*, 2011 sur le site web de l'ICPA.

Rapport sur le système bovin

En publiant son rapport intitulé *Systèmes alimentaires bovins du Canada : Feuille de route pour un dialogue sur une stratégie*, l'ICPA a lancé un dialogue fort utile sur la compétitivité et la stratégie dans cet important secteur. L'ICPA a établi la preuve voulant que, entre autres, le Canada était en proie à devenir un importateur net de produits bovins des USA et qu'une bonne part de la valeur ajoutée des activités de transformation profitait aux USA et non au Canada. Plus de 80 entrevues réalisées par l'ICPA auprès des intervenants ont révélé que plusieurs acteurs du secteur étaient d'avis qu'il n'existait aucun plan stratégique à long terme pour le secteur et peu de concertation et de leadership vu la pléthore de voix au chapitre.

Afin de promouvoir ses travaux, l'ICPA a entrepris de sérieuses démarches de sensibilisation, dont trois participations à la table ronde sur la chaîne de valeur du bœuf, et des présentations devant une douzaine d'entreprises, à des conférences de l'industrie ainsi que devant les conseils d'administration d'associations dans tout le secteur du bœuf. Le rapport de l'ICPA indiquait que le secteur avait atteint le « point tournant » et offrait à ce dernier des choix difficiles à contempler. Le rapport a fait l'objet d'une large



L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires a identifié certains domaines d'importance stratégique pour l'industrie dans leur rapport de septembre. Au Beef Food System Summit du 29 novembre, des leaders clé de l'industrie se sont réunis pour collaborer afin de faire progresser l'industrie canadienne du bœuf [...]

Malgré la complexité que suppose l'unification d'une industrie, un consensus s'est dégagé de la rencontre, les choses devaient changer. Fait saillant encore plus important, les leaders de l'industrie bovine considèrent le changement comme possible et désirable.

**— Bulletin d'information,
Alberta Livestock and Meat Agency**

couverture médiatique durant tout l'automne et l'ALMA a eu recours au rapport en novembre 2012,² ainsi qu'à deux réunions au sommet, pour lancer un nouveau dialogue (A Beef Food System Summit) parmi les leaders du secteur du bœuf partout au Canada.

Les acteurs importants du secteur qui ont pris part aux sommets ALMA ont signalé l'intérêt qu'ils portent à l'ICPA, et manifesté leur appui à ses travaux visant l'élaboration d'une stratégie à l'image de celles de Cargill et des Restaurants McDonald's du Canada. Aux sommets ALMA, des acteurs clé du milieu ont parlé de l'importance d'avoir un « mandat canadien », c'est à dire une façon d'augmenter l'approvisionnement en bœuf canadien pour le marché canadien et ainsi permettre la différenciation par rapport à un approvisionnement en bœuf provenant des USA. Bien qu'il y ait encore beaucoup à faire, la concertation des acteurs de la chaîne d'approvisionnement fondée sur des objectifs communs (dans le cas présent, une stratégie canadienne d'approvisionnement différencié) représente un changement fondamental dans la façon de voir de ces derniers. Dans un

article médiatique qui couvrait le sommet ALMA, un représentant de McDonald's Canada affirmait : « [le sommet] s'agissait d'une première étape importante dans ce dialogue critique », et le porte-parole d'ajouter « Présentement, il n'existe pas de proposition ou de stratégie de vente de bœuf cohérente et centrée sur le client permettant d'unir tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement. » Le journaliste y soulignait que McDonald's est le plus important acheteur de bœuf au Canada.³

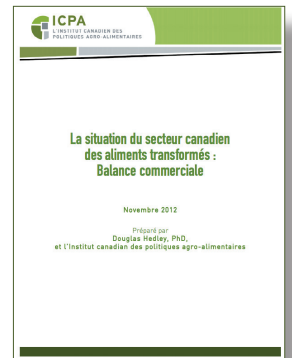
2. « Beef Industry Moves Toward A Shared Strategic Direction », *ALMA Information Bulletin*, décembre 2012.

3. « Beef Food Industry Summit brings key players together », Victoria Peterson, *The Manitoba Co-operator*, 31 janvier 2013, page 18.

Programme de recherche en transformation alimentaire

La publication du rapport intitulé *La Situation du secteur canadien des aliments transformés : Balance commerciale* a suscité beaucoup d'intérêt et d'appui de la part des associations du secteur (voir l'exemple dans l'encadré ci-contre) et du secteur agricole. Dans un communiqué publié le 22 novembre, La Fédération canadienne de l'agriculture notait, « L'étude de l'ICPA est le genre d'analyse des enjeux importants qui se doit d'être faite si nous voulons assurer la viabilité du système alimentaire maintenant et pour l'avenir... »

Un déficit commercial de \$6,3 milliards, énorme et en hausse, a des répercussions majeures sur le secteur de la transformation, qui non seulement compte beaucoup d'emplois mais constitue un débouché majeur pour la production agricole.

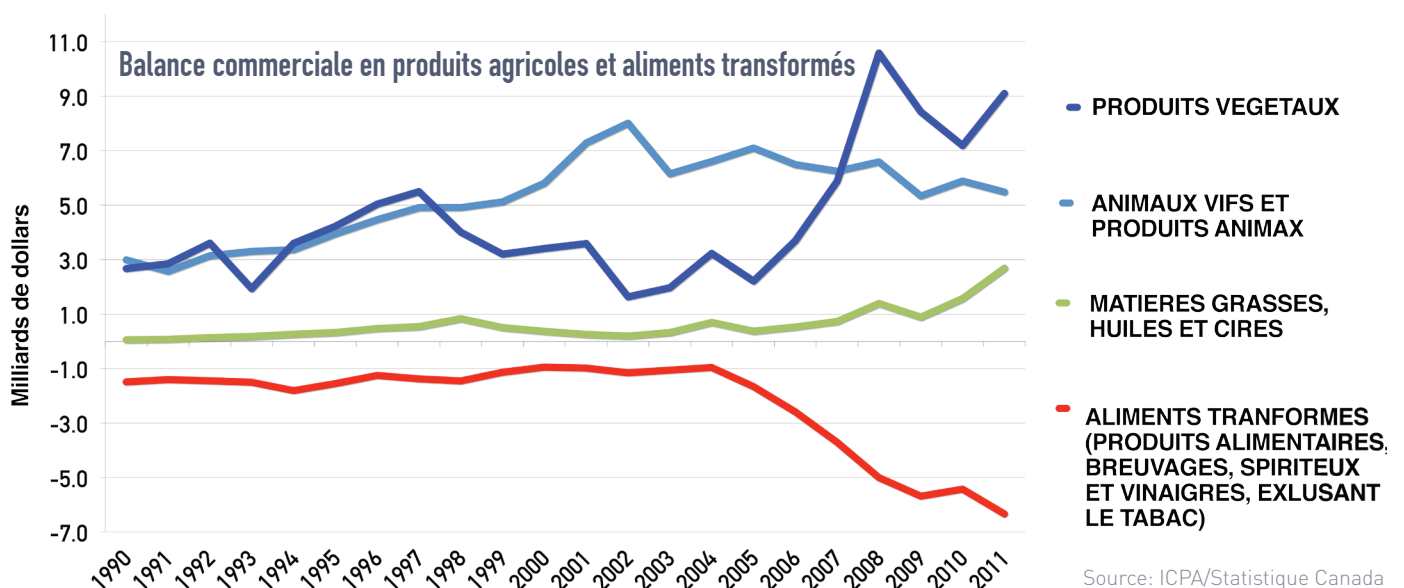


Pour que le secteur de la transformation alimentaire se classe premier au monde, il faut agir

Toronto, le 19 novembre 2012 – Produits alimentaires et de consommation du Canada (PACC) accueille avec plaisir le rapport de l'Institut canadien des politiques alimentaires (ICPA) parce qu'il identifie avec précision certains des sérieux défis auxquels font face les secteurs canadiens de la fabrication alimentaire et des boissons.

– Communiqué de PACC

Suite à la publication du rapport, l'ICPA a rencontré plusieurs intervenants afin qu'ils participent à la recherche nécessaire pour mieux comprendre ce qui se passe dans tout le secteur et ce qu'il faut pour y améliorer le rendement. Un programme de recherche complet a été élaboré et a débuté à la fin de l'exercice financier. Un premier projet (faisant partie intégrante du programme), entrepris en mars 2013, réunissait plusieurs ministères qui nous ont permis de mieux comprendre la situation du déficit commercial dans plusieurs des sous-secteurs associés à la transformation alimentaire. Le programme de recherche complet sur la transformation alimentaire devrait prendre fin au cours du prochain exercice financier.



Cultivons l'avenir 2

Suite à une rencontre tenue en septembre 2012 à Whitehorse, Yukon, les ministres de l'Agriculture du fédéral, des provinces et territoires ont émis une déclaration officielle après avoir conclu une entente sur le contenu de Cultivons l'avenir 2, cadre de la politique quinquennal pour le secteur. L'entente prévoit des modifications au chapitre des sommes consacrées à l'innovation et aux modifications des programmes de gestion des risques de l'entreprise. La documentation affichée sur le site web de Agriculture et agroalimentaire Canada (AAC) fait allusion aux travaux de l'ICPA dans ce domaine (voir l'encadré) qui ont appuyé les modifications apportées à ces programmes.⁴ (L'ICPA a initialement élaboré ces concepts dans son rapport publié en 2011 *La destination du secteur agroalimentaire canadien*).

Des rapports d'autres organismes tels ... l'ICPA ont conclu que les programmes agricoles doivent œuvrer à l'amélioration de la compétitivité grâce à l'innovation et au commerce, et ont contribué de façon significative à l'élaboration de Cultivons l'avenir 2.

— Agriculture et agroalimentaire Canada

L'ICPA assistait aussi à la rencontre de Whitehorse et a participé à des réunions connexes à la Table ronde avec les intervenants de l'industrie et des gouvernements. Cette démarche de sensibilisation a permis d'attirer l'attention des intervenants sur la détérioration du déficit commercial qui afflige présentement le secteur de la transformation alimentaire.

Communication et sensibilisation

Les travaux de l'ICPA ont suscité l'intérêt de plusieurs types d'organismes interpellés par les enjeux alimentaires et de changement stratégique. Un certain nombre d'exemples, survenus au fil de l'exercice, figurent ci-après.

Partenariat canadien contre le cancer

En mai 2012, l'ICPA a été invité à prendre la parole à un atelier organisé par le Partenariat contre le cancer ayant pour thème Healthy Outcomes Promoting Economic Success Workshop. Ce groupe s'intéressait à l'approche à prendre pour favoriser les partenariats public-privé, surtout en matière de prévention du cancer et de maladies chroniques. L'ICPA, l'un de quelques organismes présents liés à l'alimentation, a parlé des tendances affectant le secteur agroalimentaire et des occasions émanant de la convergence des enjeux de santé et d'alimentation.

Institut canadien de la santé animale

L'ICPA a fait une présentation à l'assemblée annuelle de l'Institut canadien de la santé animale (ICSA) en juin 2012. Cette association commerciale représente les manufacturiers et distributeurs de médicaments vétérinaires au Canada. La conférence Médecine vétérinaire 2012 a réuni des représentants de diverses entreprises et du secteur d'appoint et a donné à l'ICPA l'occasion de partager ses vues sur l'évolution des systèmes alimentaires ayant des répercussions sur ce secteur.

4. Le nouvel accord Cultivons l'avenir stimulera l'innovation, le développement des marchés et la croissance à long terme du secteur canadien de l'agriculture, communiqué en date du 14 septembre 2012 d'Agriculture et agroalimentaire Canada (AAC). Voir le document d'information Cultivons l'avenir 2 : Participation du secteur.

Sensibilisation aux résultats de la recherche bovine

L'ICPA a mené de vastes activités de sensibilisation auprès de centaines d'intervenants concernant ses travaux en cours et leurs résultats initiaux faisant l'objet de son Rapport sur le bœuf et à la suite de la publication de ce dernier. L'ICPA a organisé un webinaire dans la foulée de ce rapport, rédigé un article d'opinion paru dans les journaux communautaires partout au pays et accordé des entrevues portant sur ses travaux. La couverture médiatique comprenait soit un survol factuel du contenu du rapport, soit une analyse éditoriale, en grande partie positive. L'ICPA a poursuivi ses efforts de sensibilisation auprès des intervenants au cours du reste de l'exercice. Par exemple, le rapport a suscité de l'intérêt en Abitibi-Témiscamingue, au Québec, où les résultats du rapport ont fait l'objet de plusieurs rencontres des représentants de l'industrie.⁵ De plus, tel qu'indiqué précédemment, ce rapport de l'ICPA a servi de toile de fonds à trois Beef Food System Summits tenus par l'ALMA qui ont réuni les leaders de la chaîne d'approvisionnement pour discuter de l'élaboration possible d'une stratégie pour le secteur bovin.

Saines habitudes alimentaires et occasions économiques: ACDFL

Au cours de 2012, L'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes (ACDFL), qui compte 700 membres, s'est grandement inspirée du modèle de systèmes alimentaires de l'ICPA dans l'élaboration de sa stratégie. La démarche de l'ACDFL fait appel aux travaux exhaustifs de l'ICPA visant à promouvoir une plus grande collaboration entre les secteurs de la santé et de l'agroalimentaire afin de créer des occasions réciproques. L'ICPA a collaboré avec l'ACDFL pour permettre à celle-ci de lancer un dialogue avec les intervenants de son milieu en janvier 2013. Cet exercice a été un bel exemple d'une approche fondée sur les systèmes. Parmi les représentants présents l'on comptait un importateur exportateur horticole, un important épicier détaillant, des associations représentant des maillons clé de la chaîne d'approvisionnement, des chercheurs, trois paliers de gouvernement et des associations nationales de santé publique. La réunion a permis à l'ACDFL d'aller chercher un large appui à ses efforts visant à faire progresser un dialogue national sur de saines habitudes alimentaires axées sur la consommation de fruits et légumes frais. L'ACDFL compte tenir un forum sur cette question (un Sommet sur la santé) en juin 2013 en collaboration avec l'Association canadienne de santé publique.

Feuille de route en innovation de la Prince Edward Island AgriAlliance

Lors de la Agri-Insight Conference de l'Île du Prince Édouard tenue à Charlottetown en février 2013, l'ICPA a présenté les éléments moteurs du changement stratégique comme point de départ à l'élaboration de la Innovation Road Map for the Agriculture and Agri-Food Sector. Ce document a aussi renforcé les concepts clé identifiés par l'ICPA dont le recours à des buts précis pour concerter les acteurs en vue d'atteindre leur cible, et a souligné le besoin d'un système innovateur pour produire des résultats.

5. L'activité de sensibilisation comprenait des présentations auprès du Créneau d'excellence : Agriculture nordique axé sur la production bovine, et de la Fédération des producteurs bovins de la région Abitibi-Témiscamingue.

Dialogue sur le déficit commercial croissant du secteur de la transformation alimentaire

Suite à la publication de son rapport *La Situation du secteur canadien des aliments transformés : Balance commerciale*, l'ICPA a tenu en novembre une rencontre d'échanges sur la question avec des PDG de l'industrie et la Banque du Canada. L'intérêt de la Banque dans ces travaux tenait au fait que la transformation alimentaire est le plus important secteur manufacturier de l'économie canadienne (en nombre d'emplois et au 2e rang derrière le secteur de la fabrication automobile en termes de PIB). Cette séance a permis à l'ICPA d'approfondir certains éléments de son programme de recherche afin de mieux comprendre les enjeux et occasions qui se présentent au secteur. En outre, suite à la publication du rapport, l'ICPA a lancé un vaste effort de sensibilisation auprès des entreprises alimentaires, leurs associations respectives et d'autres secteurs d'appoint afin de recueillir leurs contributions sur la meilleure façon de structurer la recherche nécessaire pour résoudre les enjeux. Ces travaux ont permis à l'ICPA d'affiner son programme de recherche entrepris au cours de l'exercice financier (et devant se poursuivre en 2013-2014).

Dialogue conjoint ICPA-MaRS sur l'alimentation, la santé et l'innovation

En février 2012, l'ICPA a collaboré étroitement avec MaRS, organisme dont la mission est de soutenir l'entrepreneuriat et l'innovation pour améliorer la prospérité sociale et économique du Canada. Dans le cadre du programme sur la transformation alimentaire de l'ICPA, nous avons tenu une séance d'échanges avec des représentants en innovation alimentaire, recherche en santé et d'autres collaborateurs sur des concepts favorisant l'innovation alimentaire et nutritionnelle. Des aperçus préliminaires émanant de cette séance seront utiles à nos travaux qui se dérouleront au cours du prochain exercice financier.

Nuffield Canada et les Ontario's Outstanding Young Farmers

L'ICPA ainsi que Nuffield Canada et les Ontario's Outstanding Young Farmers ont été invités à prendre part à la Contemporary Scholars Conference tenue en mars 2013. Le Nuffield Agricultural Scholarship Program réunit des producteurs agroalimentaires chevronnés et des professionnels de plusieurs pays pour échanger des idées sur la production agricole, l'alimentation et les affaires rurales. L'ICPA y a abordé les enjeux et occasions présents dans le secteur agroalimentaire canadien.

Réseau canadien de l'eau

L'ICPA a participé à l'événement intitulé Connecting Water Resources 2013: Changing the Water Paradigm du Réseau canadien de l'eau qui portait sur les occasions de modifier les modes de gestion de l'eau, en faisant appel soit à l'innovation, à la collaboration ou aux politiques publiques. L'événement a réuni des représentants du gouvernement, du milieu universitaire et du secteur privé. L'ICPA a démontré comment une approche fondée sur les systèmes est à transformer les façons suivant lesquelles les entreprises, les gouvernements et autres acteurs réagissent aux enjeux complexes et occasions manifestes dans le secteur agroalimentaire.

Gouvernance

L'ICPA respecte les modalités et conditions établies au moment de sa création. La charte de l'ICPA (voir page 3) détermine la façon selon laquelle l'Institut réalise ses activités et demeure imputable. Par souci de bonne gouvernance, l'ICPA revoit sur une base régulière ses politiques, et les ajuste au besoin, pour assurer la transparence, l'intégrité, la clarté et l'efficacité de ses pratiques managériales.

Les administrateurs de l'ICPA disposent d'un large éventail de connaissances et d'expérience dans les domaines de l'agroalimentaire, des politiques et de l'administration publiques, de la recherche et des affaires. Le Président et chef de la direction relève du Président du conseil. En juin 2012, Ted Bilyea accédait au poste de Président du conseil; il succédait à Gaëtan Lussier, ce dernier ayant conclu son mandat.

Afin de soutenir l'ICPA dans son rôle de catalyseur, l'Institut a créé une nouvelle catégorie de membres soit celle de « membres honoraires » afin de reconnaître les leaders du secteur agroalimentaire. En juin 2012, quatre de ces membres ont été nommés : Dr. Robert Church, Kenneth Knox, Gaëtan Lussier et Chuck Strahl.

Le Comité consultatif de l'ICPA, représentant diverses chaînes de valeur agroalimentaires, jouit d'une indépendance complète à l'égard de l'Institut et fournit des conseils avertis au Conseil d'administration et son Président sur ses programmes de recherche ainsi que sur les nouveaux et éventuels enjeux de politiques publiques. Agriculture et agroalimentaire Canada est membre d'office du Comité consultatif. Derek Talon, agriculteur de la Saskatchewan, s'est joint au Comité consultatif au cours de l'exercice financier.

L'affiliation de l'ICPA n'a pas changé au cours de l'exercice financière. En 2012-2013, l'ICPA comptait trois membres votants représentés par le Alberta Agriculture and Rural Development, Financement agricole Canada et le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario. L'ICPA compte aussi un membre associé, soit le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Conformément à l'accord de financement conclu entre Sa majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, et l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA), l'ICPA a complété son premier examen formel intérimaire d'évaluation du rendement le 22 juin 2010, tel qu'indiqué dans le rapport annuel 2010-2011. Des évaluations du rendement subséquentes auront lieu en 2015, 2020 et 2022.

Analyse financière

L'accord de financement entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre canadien de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, et l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) constitue la source de financement principale des activités de l'ICPA. En 2007, l'ICPA a conclu un accord de financement à long terme avec le gouvernement du Canada, qui a versé à l'ICPA une somme de 15 millions de dollars. Comme le stipule l'accord, le financement maximal utilisable pour couvrir les frais administratifs admissibles et les frais de recherche sur la politique admissibles de l'ICPA durant une année financière ne peut dépasser 1 million de dollars de l'enveloppe de 15 millions de dollars accordée initialement à l'ICPA par le gouvernement; à ce million peuvent cependant s'ajouter et être utilisés en tout temps les intérêts accumulés ou les revenus provenant de l'investissement de la subvention gouvernementale. Un sommaire des états financiers de l'ICPA, en date du 31 mars 2013, figure ci-après.

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers résumés

Aux Directeurs de l'Institut canadien des politiques agro-alimentaires

Les états financiers résumés ci-joints, qui comprennent le bilan résumé au 31 mars 2013 et l'état résumé des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net pour l'exercice clos à cette date sont tirés des états financiers audités de l'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (l'Institut) pour l'exercice clos le 31 mars 2013. Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur ces états financiers dans notre rapport daté du 31 mai 2013. Ni ces états financiers ni les états financiers résumés ne reflètent les incidences d'événements survenus après la date de notre rapport sur ces états financiers.

Les états financiers résumés ne contiennent pas toutes les informations requises par les principes comptables généralement reconnus du Canada utilisés pour la préparation des états financiers audités de l'Institut. La lecture des états financiers résumés ne saurait par conséquent se substituer à la lecture des états financiers audités de l'Institut.

Responsabilité de la direction pour les états financiers résumés

La direction est responsable de la préparation d'un résumé des états financiers audités. Le bilan résumé et l'état résume des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net sont tirés des états financiers audités de l'Institut. Ils répondent aux principes de constatation et de mesure des principes comptables généralement reconnus du Canada.

Responsabilité de l'auditeur

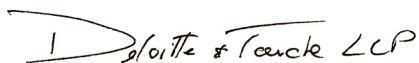
Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers résumés, sur la base des procédures que nous avons mises en oeuvre conformément à la Norme canadienne d'audit (NCA) 810, «Missions visant la délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés».

Opinion

À notre avis, le bilan résumé et l'état des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net résumé tirés des états financiers audités de l'Institut pour l'exercice clos le 31 mars 2012 constituent un résumé fidèle de ces états financiers, conformément aux critères établis qui stipulent que les états financiers résumés sont tirés des états financiers audités de l'Institut et qu'ils répondent aux principes de constatation et de mesure des principes comptables généralement reconnus du Canada.

Information comparative

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que l'Institut a adopté les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif le 1er avril 2012 et que sa date de transition était le 1er avril 2011. Ces normes ont été appliquées rétrospectivement par la direction aux informations comparatives contenues dans ces états financiers, lesquels comprenaient les états de la situation financière au 31 mars 2012 et au 1er avril 2011, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2012, ainsi que les informations connexes. Nous n'avons pas pour mission de faire rapport sur les informations comparatives, de sorte qu'elles n'ont pas été auditées.



Deloitte & Touche, Comptables agréés, Experts-comptables autorisés
le 31 mai 2013

ÉTAT RÉSUMÉ DES REVENUS ET DES DÉPENSES ET DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

de l'exercice clos le 31 mars 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
REVENUS		
Apports		
Long terme	1 062 658 \$	1 200 386 \$
Initiaux	7 301	8 751
Autres contributions	103 666	198 007
Revenus d'intérêt	2 298	1 792
Autres	8 333	-
Amortissement des apports reportés - immobilisations corporelles	10 063	28 497
	1 194 319	1 437 433
DÉPENSES		
Administration	210 560	250 021
Activités de recherche		
Communication et sensibilisation	207 190	260 613
Projets	725 297	882 923
Activités de l'Institut	48 974	42 084
	1 192 021	1 435 641
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	2 298	1 792
ACTIF NET AU DÉBUT	271 102	269 310
ACTIF NET À LA FIN	273 400 \$	271 102 \$

BILAN RÉSUMÉ

au 31 mars 2013

	<u>31 mars 2013</u>	<u>31 mars 2012</u>	<u>1 avril 2011</u>
ACTIF			
Encaisse	530 998 \$	312 963 \$	489 951 \$
Débiteurs	92 780	301 431	92 989
Frais payés d'avance	10 267	12 023	32 315
Immobilisations corporelles	5 368	11 251	37 690
Placements à long terme	11 580 133	12 266 531	12 729 736
	12 219 546 \$	12 904 199 \$	13 382 681 \$
PASSIF			
Créditeurs et charges à payer	130 619 \$	109 655 \$	124 868 \$
Apports reportés	230 026	245 660	221 077
Apports reportés à long terme	11 580 133	12 266 531	12 729 736
Apports reportés - immobilisations corporelles	5 368	11 251	37 690
	11 946 146	12 633 097	13 113 371
ACTIF NET - NON AFFECTÉ	273 400	271 102	269 310
	12 219 546 \$	12 904 199 \$	13 382 681 \$

